



Déclaration intersyndicale au CSA d'administration centrale du 24 mai 2023

Madame la Présidente du Conseil Social d'Administration centrale,

Le dialogue social, aujourd'hui très détérioré, se doit d'être renouvelé dans le cadre de ces nouvelles instances et en début de cette mandature. Nos attentes et celles des personnels sont fortes en termes de démocratie sociale au sein de l'administration centrale !

Ce CSA tient sa légitimité d'une consultation générale des personnels, marquée par une belle participation. Les agents seront très exigeants avec nous et nous le serons avec nous-mêmes et avec vous. Osez-vous prendre enfin le virage du dialogue et du respect des porte-paroles des personnels ? Avez-vous cette volonté ? Utiliserez-vous toutes vos marges de manœuvre ? Aurez-vous cette ambition pour notre administration et les agents qui la compose ?

Permettez-nous d'être inquiets quand nous faisons le lien que chacun fait inévitablement entre la situation générale et celle particulière du ministère.

Les élu-e-s de cette instance revendiquent d'être entendu-e-s.

La fonction publique n'attire plus et notre administration centrale n'y fait pas exception, les agents et les agentes que nous représentons n'en peuvent plus des conditions de travail de plus en plus dégradées, du mépris de leur expertise, de l'entre soi managérial étouffant et sclérosant, des collectifs de travail éclatés ainsi que de l'absence de vision de l'autorité politique.

Nous n'avons cessé de vous alerter sur une organisation de plus en plus verticale qui entrave le travail au lieu de faciliter les coopérations, sur les suppressions de postes qui se poursuivent jusqu'à atteindre un étiage très préoccupant, sur la précarité récurrente et qui se développe, sur le délitement des missions, sur les risques psychosociaux et plus largement sur la santé des agents.

Il faut des réponses concrètes pour améliorer la situation de l'administration centrale et son état de santé sociale. Les nombreux motifs de préoccupation et de mécontentement qui s'accumulent et n'ont cessé de s'amplifier depuis quelques années appellent des actes.

C'est urgent ! Il faut apporter des réponses crédibles, à la hauteur des enjeux et des besoins, des réponses durables, des réponses d'avenir, dans le cadre, chaque fois que nécessaire, d'authentiques négociations.

Nous sommes prêts à y travailler, et vous ?

Nous devons en particulier travailler sur les emplois, la précarité, l'organisation et les conditions de travail, l'évolution des métiers, le maintien et le renouvellement de l'expertise, l'animation des réseaux. Pour cela, nous devons parler aussi des politiques publiques culturelles et des évolutions technologiques modifiant le rapport au travail et les outils de travail.

Cette instance est et devra être l'instance de toute l'administration centrale et non celle du Secrétariat général. Nous demandons par conséquent la participation des directrices et directeurs généraux sur l'ensemble des sujets transversaux.

Nous ne pouvons terminer cette déclaration sans revenir sur la crise démocratique que le pays traverse suite à la réforme injuste, injustifiable et en vérité indéfendable des retraites.

Cet allongement forcé de la vie professionnelle responsabilise d'autant plus les instances de dialogue social, qui devront veiller avec une vigilance accrue aux conditions de travail des agents et à leur santé.

Au ministère de la Culture, en administration centrale comme partout ailleurs, personne ne veut perdre sa vie à la gagner.

Le Président de la République a fait le choix de s'enfermer dans l'arrogance et le mépris. Il a fait le pari de réduire au silence les corps intermédiaires et les organisations syndicales. Ce pari, il l'a perdu. Il l'a perdu dans la rue, dans l'opinion publique et il l'a perdu politiquement, avec des échos jusque sur la scène internationale.

Alors que la population et le monde du travail rejettent massivement cette réforme et dénoncent une méthode autoritaire et humiliante, alors que la mobilisation et la grève ont d'ores et déjà depuis quatre mois atteint un niveau record, il n'y a qu'une demande qui vaille : l'abrogation de la loi Macron-Borne et de ses dispositions, l'abandon entre autres des 64 ans et des 43 annuités de cotisation.

L'intersyndicale nationale, après avoir encore montré son unité le 1er mai, appelle les travailleuses et les travailleurs à une nouvelle journée de grève et de **mobilisation le 6 juin prochain**. Vous n'en avez donc pas fini avec cette lutte majeure et historique.

Comme nos concitoyens qui manifestent depuis quatre mois, nos collègues eux aussi mobilisés et présents dans la rue attendent qu'on leur fasse confiance et que vous fassiez confiance à la démocratie.

Paris, le 24 mai 2023